

HOOFDSTUK II. — *Wijziging in het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien*

Art. 25. Artikel 8, eerste lid, van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien, gewijzigd bij het decreet van 6 mei 1999, het decreet van 4 juli 2002 en het decreet van 22 november 2007, wordt aangevuld met een 6°, luidend als volgt :

« 6° geen overeenkomst inzake alternerende opleiding met een begunstigde te sluiten als hij al een plan opleiding-inschakeling met hem heeft gesloten, en omgekeerd. ».

Art. 26. Dit decreet treedt in werking op 1 februari 2014.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 20 februari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mme E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

(1) *Zitting 2013-2014.*

Stukken van het Waals Parlement 930 (2013-2014). Nrs 1 tot 3.

Volledig verslag, openbare vergadering van 19 februari 2014.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/201600]

20 FEVRIER 2014. — Décret modifiant divers décrets en matière d'emploi (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modification du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle*

Article 1^{er}. A l'article 7, § 1^{er}, du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle, l'alinéa 2 est remplacé comme suit :

« Selon les modalités qu'il détermine, le Gouvernement peut suspendre ou refuser la liquidation de tout ou partie de la subvention et solliciter le remboursement partiel ou total de la subvention et des frais y afférents lorsque l'employeur cesse de satisfaire à l'une des obligations fixées aux articles 5, 9, 10 et 11. ».

CHAPITRE II. — *Modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi (le FOREm)*

Art. 2. A l'article 7^{ter}, § 2, alinéa 1^{er}, d), du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, modifié par les décrets du 13 mars 2003, du 18 décembre 2003, du 17 novembre 2005, du 30 avril 2009, du 22 juillet 2010, du 31 mars 2011 et du 10 mai 2012, les mots « l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises » sont remplacés par les mots « l'Institut de formation en alternance, des indépendants et des petites et moyennes entreprises ».

Art. 3. A l'article 9 du même décret, modifié par le décret du 13 mars 2003, les mots « soit un maximum de onze personnes du même sexe » sont insérés après les mots « ces représentants sont de même sexe ».

Art. 4. L'alinéa 2 de l'article 10 du même décret, modifié par le décret du 13 mars 2003, est remplacé par ce qui suit :

« Ceux-ci doivent remplir les conditions et les obligations prévues dans le décret 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public et ne doivent pas être dans un lien de subordination avec les organisations représentées au sein du Comité de gestion de l'Office. ».

Art. 5. A l'article 12, 11°, du même décret, modifié par le décret du 13 mars 2003, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « 22.000 euros hors T.V.A » sont remplacés par les mots « 30.000 euros hors T.V.A. pour l'ensemble du marché »;

2° les mots « 67.000 euros hors T.V.A. » sont remplacés par les mots « 85.000 euros hors T.V.A. pour l'ensemble du marché ».

A l'article 20, 3°, du même décret, modifié par le décret du 31 mars 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « 22.000 euros hors T.V.A. » sont remplacés par les mots « 30.000 euros hors T.V.A. pour l'ensemble du marché »;

2° les mots « 67.000 euros hors T.V.A. » sont remplacés par les mots « 85.000 euros hors T.V.A. pour l'ensemble du marché ».

A l'article 23, § 2, 9°, du même décret, modifié par le décret du 13 mars 2003, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « 22.000 euros hors T.V.A. » sont remplacés par les mots « 30.000 euros hors T.V.A. pour l'ensemble du marché »;

2° les mots « 67.000 euros hors T.V.A. » sont remplacés par les mots « 85.000 euros hors T.V.A. pour l'ensemble du marché ».

A l'article 23, § 4, du même décret, tel que modifié par le décret du 13 mars 2003, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « 22.000 euros hors T.V.A. » sont remplacés par les mots « 30.000 euros hors T.V.A. pour l'ensemble du marché »;

2° les mots « 67.000 euros hors T.V.A. » sont remplacés par les mots « 85.000 euros hors T.V.A. pour l'ensemble du marché ».

Art. 6. L'article 24, § 4, du même décret, inséré par le décret du 13 mars 2003 et modifié par le décret du 10 mai 2012, est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Le comité stratégique sollicitera l'inscription des avis qu'il a remis en séance, à l'ordre du jour du comité de gestion qui suit immédiatement cette séance.

Les membres désignés par le Gouvernement communiquent avec les Ministres de l'Emploi et de la Formation et aux commissaires du Gouvernement wallon visés à l'article 16 en amont et en aval des réunions du comité stratégique. ».

Art. 7. A l'article 26 du même décret, modifié par le décret du 10 mai 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les termes « et en entités déconcentrées » sont abrogés;

2° à l'alinéa 3, les termes « et entités déconcentrées » sont abrogés.

Art. 8. A l'article 23^{quater}, § 2, du même décret, modifié par le décret du 10 mai 2012, les mots « et des recettes » sont insérés entre les mots « des dépenses » et les mots « pour ce qui concerne ».

A l'article 32, alinéa 3, du même décret, modifié par le décret du 10 mai 2012, les mots « et des recettes » sont insérés entre les mots « des dépenses » et les mots « et du responsable de service ».

Art. 9. Il est inséré un chapitre IX^{bis}, après l'article 51 du même décret, tel que modifié par le décret du 31 mars 2011, dénommé comme suit :

« CHAPITRE IX^{bis}. — *Obligation de transmission des offres d'emploi* ».

Art. 10. Dans le Chapitre IX^{bis} inséré par l'article 9, l'article 52 du même décret, abrogé par le décret du 13 mars 2003, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 52. En application de l'article 3, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, l'Office récolte toutes les offres d'emploi transmises par les entreprises qui occupaient au moins 100 travailleurs au cours de l'année civile précédant la vacance d'emploi et qui ont au moins un siège d'exploitation dans la Région wallonne et ce, sans préjudice de la liberté qu'ont les entreprises de choisir les canaux de diffusion de leurs offres d'emploi et les moyens de recrutement.

Cette notification a lieu pour tout emploi vacant au plus tard au moment où une offre d'emploi pour ce poste est communiquée directement ou indirectement par quelque moyen que ce soit à des personnes n'appartenant pas au personnel de l'entreprise. La notification s'opère par envoi ayant date certaine.

Par emploi vacant, il y a lieu d'entendre un poste pour lequel l'employeur cherche activement un candidat approprié en dehors de l'entreprise concernée.

Par entreprise, il y a lieu d'entendre l'organisation publique ou privée organisée en unité technique d'exploitation visée à l'article 14 de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie.

Le calcul du nombre de travailleurs au sein de l'entreprise s'effectue conformément à la formule visée à l'article 7 de la loi du 4 décembre 2007 relative aux élections sociales, à moins que le Gouvernement ne décide d'une autre base de calcul. ».

CHAPITRE III. — *Modification du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement des demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non-marchand et de l'enseignement*

Art. 11. L'article 17, alinéa 2, du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non-marchand et de l'enseignement, est rétabli comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, en cas de remplacement, en ce compris de longue durée, d'un travailleur par un autre travailleur qui ne relève pas des mêmes catégories, l'employeur visé à l'article 3 continue de bénéficier d'un nombre de points, pour ce remplaçant, égal à celui dont il bénéficiait pour le travailleur qu'il remplace, selon les modalités fixées par le Gouvernement, pour autant que l'employeur ne puisse opérer la gestion des points visée à l'article 19, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 portant exécution du décret du 25 avril 2002.

Dans ce cas, le nombre de points pour ce remplaçant ne peut dépasser le coût effectivement supporté par l'employeur pour le remplaçant. La différence de points accordés entre le travailleur remplacé et le travailleur remplaçant est suspendue jusqu'au retour du remplacé ou jusqu'à ce que l'employeur demande une révision du nombre de points octroyés lorsque le coût effectivement supporté annuellement le justifie.

Le coût effectivement supporté par l'employeur est défini par le Gouvernement wallon. ».

Art. 12. L'article 48 du même décret est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le Gouvernement fixe les modalités de calcul et de paiement des anciennetés barémiques des travailleurs ayant plus de cinq ans d'ancienneté reconnue auprès des employeurs visés à l'article 3. ».

CHAPITRE IV. — Décret du 11 mars 2004
relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi

Art. 13. Par dérogation à l'article 5 du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi, modifié par le décret du 6 novembre 2008, les décisions d'agrément des missions régionales pour l'emploi prises en vertu du décret précité et qui arrivent à échéance le 31 décembre 2013 sont prolongées aux mêmes conditions jusqu'au 31 décembre 2014.

Le plan local intégré d'actions concerté, ci-après dénommé le P.L.I.C., reste valable jusqu'au 31 décembre 2014 après concertation avec l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi. Chaque mire doit transmettre au Comité subrégional de l'emploi et de la formation et à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi pour l'année concernée le P.L.I.C. et un rapport d'activités.

Les modalités de dépôt et d'approbation des P.L.I.C. et des rapports d'activités restent soumises aux dispositions du même décret du 11 mars 2004 précité.

CHAPITRE V. — Modification du décret du 15 juillet 2008
relatif aux structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi

Art. 14. Dans l'article 1^{er}, 2^o, du décret du 15 juillet 2008 relatif aux structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi, les mots « ou de reprise d'activités » sont insérés entre les mots « projet de création d'activités » et les mots « dans le but de réaliser ».

Art. 15. Dans l'article 3 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er} :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « ou de reprendre » sont insérés entre les mots « propose de créer » et les mots « une activité économique »;

b) à l'alinéa 2, les mots « dans le respect du principe de proportionnalité » sont insérés après les mots « ses coûts de fonctionnement »;

c) au même alinéa, les mots « de l'entreprise du porteur de projet pendant la durée de la mise en situation réelle » sont insérés après les mots « du chiffre d'affaires »;

2^o au paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « celle-ci » sont remplacés par les mots « son comité de validation tel que défini à l'article 4 »;

b) l'alinéa 2 est complété comme suit :

« et sur la pertinence de l'accompagnement du projet auprès d'une S.A.A.C.E. »;

c) à l'alinéa 4, les mots « une S.A.A.C.E. plus appropriée au regard de son projet ou vers » sont insérés entre les mots « réoriente le porteur de projet vers » et les mots « un ou plusieurs opérateurs de formation »;

d) l'alinéa 5, 2^e phrase, est remplacé par ce qui suit :

« Cet accompagnement est de dix-huit mois maximum à dater de l'inscription du porteur de projet auprès de la S.A.A.C.E. en fonction des besoins du porteur de projet et ne peut dépasser vingt-quatre mois maximum lorsque cet accompagnement comprend la mise en situation réelle. En cas de réorientation du projet vers une autre S.A.A.C.E., la date d'inscription du porteur de projet dans la S.A.A.C.E. d'origine constitue le point de départ de la durée totale de l'accompagnement, dans les mêmes conditions qu'énoncées ci-avant. »;

e) à l'alinéa 6, les mots « une S.A.A.C.E. plus appropriée au regard de son projet ou vers » sont insérés entre les mots « réoriente le porteur de projet vers » et les mots « un ou plusieurs opérateurs de formation ».

Art. 16. A l'article 4 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est modifié comme suit :

« Toute S.A.A.C.E. est assistée d'un comité de validation. »;

2^o au même paragraphe, l'alinéa 2 est remplacé comme suit :

« Les missions du comité de validation sont :

a) de vérifier, le cas échéant, lors de la mise en situation des porteurs de projets, les conditions de faisabilité et de réalisation des projets : la S.A.A.C.E. vérifie que le porteur de projet dispose, en fonction du projet individuel, d'un plan de démarrage opérationnel, accompagné, le cas échéant, d'une estimation budgétaire des besoins en investissements liés à l'activité et des connaissances nécessaires à la mise en œuvre de son activité;

b) de statuer, le cas échéant, sur la poursuite ou non de l'accompagnement d'un porteur de projet lorsque celui-ci ne remplit plus les conditions fixées dans la convention visée à l'article 5, § 1^{er}, 7^o;

c) d'attester, à la demande du porteur de projet, la finalisation du processus d'accompagnement. »;

3^o le paragraphe 2, 1^e phrase, est complété comme suit :

« indépendants, non liés contractuellement ou financièrement à la S.A.A.C.E. concernée.

Lorsqu'un projet porte sur une reprise d'activités, un membre de la SOWACCESS est invité à siéger au comité de validation. ».

Art. 17. A l'article 5, § 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, le point 1^o est complété comme suit :

« qui a pour objet social principal l'accompagnement, le conseil, le suivi et, le cas échéant, la mise en situation de demandeurs d'emploi »;

2^o au même alinéa, le point 6^o est complété comme suit :

« ainsi qu'avec les institutions et les opérateurs disposant d'une reconnaissance ou d'un agrément wallon en matière de reprise d'entreprise »;

3^o au même alinéa, les points 11^o à 15^o rédigés comme suit sont insérés :

« 11^o produire un budget global pour l'année civile suivant l'exercice en cours, et une comptabilité générale qui distingue les différentes sources de subventionnement;

12^o s'engager à créer un comité de validation dans les trois mois à dater de la notification de la décision d'agrément;

13^o produire une attestation sur l'honneur dont il ressort que la S.A.A.C.E., au moment où elle introduit sa demande, n'est redevable d'aucun arriéré d'impôt, d'arriérés de cotisations à percevoir par l'Office national de la Sécurité sociale, par un fonds de sécurité d'existence ou pour le compte de celui-ci, quelle qu'en soit la nature;

14° ne pas se trouver en état de faillite ou d'insolvabilité notoire, ni faire l'objet d'une procédure de déclaration de faillite;

15° ne pas compter, parmi ses administrateurs, gérants mandataires ou autres personnes habilitées à engager la S.A.A.C.E., des personnes qui ont été privées de leurs droits civils et politiques. »;

4° un troisième alinéa rédigé comme suit est inséré :

« Le Gouvernement peut dispenser la S.A.A.C.E de fournir les documents prévus à l'alinéa 1^{er} dès lors qu'ils sont en possession des services que le Gouvernement wallon désigne par le biais d'une banque de données de sources authentiques. ».

Art. 18. A l'article 7 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le mot « , renouvelable » est abrogé;

2° le même alinéa, nouvellement modifié, est complété comme suit : « en ce qui concerne l'agrément initial. Tout renouvellement d'agrément est accordé par le Gouvernement pour une durée de quatre ans. ».

Art. 19. A l'article 8 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est complété comme suit :

« Le rapport d'activités, dont le contenu peut être précisé par le Gouvernement wallon, contient notamment les codes NACE des entreprises créées par les porteurs de projets ayant finalisé un parcours d'accompagnement et le nombre d'emplois qu'ils ont éventuellement créés. Les données chiffrées quant aux porteurs de projets accompagnés, entrés ou sortis de la structure, sont communiquées au Gouvernement, selon les formes qu'il détermine. »;

2° à l'alinéa 2, 1°, les mots « au-delà d'une année de fonctionnement » sont remplacés par :

« après un an et cinq années de fonctionnement. »;

3° le même alinéa, 3°, est complété comme suit :

« sur la base d'un questionnaire commun à l'ensemble des S.A.A.C.E. élaboré par l'Administration et approuvé par le Gouvernement »;

4° un alinéa 3 est inséré comme suit :

« sur la base des rapports d'activités et des bilans et comptes visés à l'alinéa 1^{er}, le service désigné par le Gouvernement procède tous les quatre ans à une évaluation de la mise en œuvre du présent décret et à une synthèse des rapports d'activités sur la période écoulée. Ces éléments sont communiqués au Gouvernement et au Conseil économique et social de Wallonie. ».

*CHAPITRE Vbis. — Modification du décret du 3 avril 2009
relatif à l'enregistrement ou à l'agrément des agences de placement*

Art. 19bis. L'article 10, § 1^{er}, du décret du 3 avril 2009 relatif à l'enregistrement ou à l'agrément des agences de placement est complété comme suit :

« 6° le respect de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination et le décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination. ».

Art. 19ter. L'article 11, § 1^{er}, du même décret est complété comme suit :

« 9° le respect de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination et le décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination. ».

Art. 19quater. L'article 14, § 1^{er}, du même décret est complété par ce qui suit :

« Ce rapport devra également comporter notamment le nombre d'agences de placement et d'agences de travail intérimaire, la répartition géographique des agences de placement et des agences de travail intérimaire, le nombre de suspensions et de retraits de l'enregistrement de l'agence de placement ou de l'agrément de l'agence de travail intérimaire en application de l'article 13 et le nombre de sanctions prises en vertu du chapitre VII du présent décret. ».

*CHAPITRE VI. — Modification du décret du 27 octobre 2011
relatif au soutien à la création d'emploi en favorisant les transitions professionnelles vers le statut d'indépendant à titre principal*

Art. 20. A l'article 3 du décret du 27 octobre 2011 relatif au soutien à la création d'emploi en favorisant les transitions professionnelles vers le statut d'indépendant à titre principal, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le 2°, b), est complété d'un troisième et quatrième tirets rédigés comme suit :

« - soit un diplôme d'enseignement supérieur de type court ou de type long en matière de gestion, de commerce, d'économie, délivré par des organismes d'enseignement agréés, subventionnés ou organisés par les pouvoirs publics ou tout autre titre équivalent reconnu par le Gouvernement;

- soit, lorsque la personne qui désire s'installer comme indépendant à titre principal est âgée de plus de 50 ans, un certificat relatif aux connaissances de gestion de base visé par l'article 3, alinéa 1^{er}, de la loi-programme P.M.E., dont le contenu est détaillé à l'article 6 de l'arrêté royal du 21 octobre 1998 portant exécution du chapitre 1^{er} du titre II de la loi-programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante, et une déclaration sur l'honneur attestant d'une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans le même secteur professionnel d'activités que celui de son installation à titre principal, et ce, endéans les huit ans précédant l'introduction de la demande; »;

2° à l'alinéa 2, entre les mots « pour travailleurs indépendants » et les mots « au plus tard dans les trois mois », sont insérés les mots « au plus tôt un mois avant l'introduction de la demande et »;

3° à l'alinéa 4, entre les mots « du marché de l'emploi, » et les mots « des résultats de l'évaluation », sont insérés les mots « de l'adéquation des activités avec les politiques régionales menées par le Gouvernement au regard des métiers en pénurie ou des métiers émergents »;

4° à l'alinéa 6, 1^{er} tiret, les mots « cinq ans » sont remplacés par les mots « huit ans ».

Art. 21. A l'article 6 du même décret, le 5° est abrogé.

Art. 22. A l'article 8 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 3, le point 1° est complété comme suit : « ; lorsque le bénéficiaire a demandé une dispense de cotisation sociale en vertu de l'arrêté royal du 19 décembre 1967 portant règlement général en exécution de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, l'attestation visée à l'alinéa 1^{er} est remplacée par la copie de la demande de dispense. En cas de refus de la dispense, l'Office procède à la récupération des sommes indûment versées en application du § 6; à moins que le bénéficiaire atteste qu'il a régularisé le paiement des cotisations; »;

2° le paragraphe 4, alinéa 2, 1°, est complété comme suit :

« Lorsque le bénéficiaire a demandé une dispense de cotisation sociale en vertu de l'arrêté royal du 19 décembre 1967 portant règlement général en exécution de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, l'attestation visée à l'alinéa 1^{er} est remplacée par la copie de la demande de dispense. En cas de refus de la dispense, l'Office procède à la récupération des sommes indûment versées en application du § 6; à moins que le bénéficiaire atteste qu'il a régularisé le paiement des cotisations. ».

CHAPITRE VII. — *Modification du décret du 2 mai 2013 relatif aux incitants financiers visant à favoriser l'engagement de personnel auprès de certaines entreprises*

Art. 23. L'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 2 mai 2013 relatif aux incitants financiers visant à favoriser l'engagement de personnel auprès de certaines entreprises, est complété comme suit :

« Une entreprise partenaire ou liée peut bénéficier de l'incitant financier à condition que le cumul de ses données et de celles de la ou des entreprise(s) partenaire(s) ou liée(s) ne conduise pas à un dépassement des seuils fixés par l'article 2 de l'annexe I^{re} du Règlement CE n° 800/2008. ».

A l'article 2, § 2, 1°, c), du même décret, les mots « à l'exception des employeurs visés au § 1^{er}, 2° » sont abrogés.

A l'article 2, § 2, 1°, f), du même décret, les mots « 51.11 à 51.19 » et les mots « 50.10 à 50.50 et 52.11 à 52.74 » sont respectivement remplacés par les mots « 45.11 à 46.19 » et les mots « 13.300, 47.11 à 47.99, 52.210, 95.12 à 95.23 et 95.25 à 95.29 ».

L'article 2, § 2, 1°, du même décret est complété comme suit :

« k) le secteur de l'organisation des jeux de hasard et d'argent, visé à la classe 92.000 du code NACE BEL 2008;

l) le secteur des titres services uniquement pour le personnel engagé pour l'exécution de tâches ménagères au domicile ou en dehors de celui-ci dans le cadre du système des titres services. ».

Art. 24. A l'article 5 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 5, les mots « à l'article 17 » sont remplacés par les mots « à l'article 19 »;

2° au paragraphe 6, les mots « si l'occupation est à temps partiel » sont abrogés.

Art. 25. A l'article 8, du même décret, le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les demandes de l'incitant financier sont limitées à l'engagement de cinq équivalents temps plein par entreprise visée à l'article 2. ».

Art. 26. A l'article 10 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, 1°, les mots « inoccupé tel que visé à l'article 3 » sont abrogés;

2° au paragraphe 2, 2°, les mots « d'un équivalent temps plein » sont remplacés par les mots « du nombre d'équivalent temps plein ».

CHAPITRE VIII. — *Dispositions finales*

Art. 27. Les articles 59 à 67 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage sont abrogés.

Art. 28. Le présent décret entre en vigueur dix jours après sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 11 à 13 qui produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2014 et des articles 9 et 10 dont l'entrée en vigueur est fixée par le Gouvernement wallon.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 février 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

(1) *Session 2013-2014.*

Documents du Parlement wallon, 948 (2013-2014). N°s 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 19 février 2014.

Discussion.

Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/201600]

20 FEBRUARI 2014. — Decreet tot wijziging van diverse decreten inzake tewerkstelling (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Wijziging van het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma

Artikel 1. In artikel 7, § 1, van het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma wordt het tweede lid vervangen als volgt :

“Volgens de door haar bepaalde modaliteiten kan de Regering de vereffening van het geheel of een gedeelte van de tegemoetkoming opschorten of weigeren en de gedeeltelijke of gehele terugbetaling van de tegemoetkoming en van de desbetreffende kosten eisen wanneer de werkgever één van de verplichtingen bedoeld in de artikelen 5, 9, 10 en 11 niet meer vervult.”

HOOFDSTUK II. — Wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de “Office wallon de la formation professionnelle et de l’emploi” (FOREm) (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling).

Art. 2. In artikel 7ter, § 2, eerste lid, d), van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de “Office wallon de la formation professionnelle et de l’emploi”, gewijzigd bij de decreten van 13 maart 1999, 18 december 2003, 17 november 2005, 30 april 2009, 22 juli 2010, 31 maart 2011 en 10 mei 2012, worden de woorden “het Instituut voor Permanente Vorming van Middenstand en de Kleine en Grote Ondernemingen” vervangen door de woorden “het Instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen”.

Art. 3. In artikel 9 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2003, worden de woorden “, namelijk elf personen van hetzelfde geslacht” ingevoegd na de woorden “die vertegenwoordigers zijn van hetzelfde geslacht”.

Art. 4. Het tweede lid van artikel 10 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2003, wordt vervangen door wat volgt :

“Laatsgenoemden moeten de voorwaarden en verplichtingen bedoeld in het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder vervullen en niet onder het gezag staan van de organisaties die binnen het beheerscomité van de “Office” vertegenwoordigd zijn”.

Art. 5. In artikel 12, 11°, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “22.000 euro, exclusief btw” worden vervangen door de woorden “30.000 euro, exclusief btw, voor de gehele overheidsopdracht”;

2° de woorden “67.000 euro, exclusief btw” worden vervangen door de woorden “85.000 euro, exclusief btw, voor de gehele overheidsopdracht”.

In artikel 20, 3°, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 31 maart 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “22.000 euro, exclusief btw” worden vervangen door de woorden “30.000 euro, exclusief btw, voor de gehele overheidsopdracht”;

2° de woorden “67.000 euro, exclusief btw” worden vervangen door de woorden “85.000 euro, exclusief btw, voor de gehele overheidsopdracht”.

In artikel 23, § 2, 9°, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “22.000 euro, exclusief btw” worden vervangen door de woorden “30.000 euro, exclusief btw, voor de gehele overheidsopdracht”;

2° de woorden “67.000 euro, exclusief btw” worden vervangen door de woorden “85.000 euro, exclusief btw, voor de gehele overheidsopdracht”.

In artikel 23, § 4, van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “22.000 euro, exclusief btw” worden vervangen door de woorden “30.000 euro, exclusief btw, voor de gehele overheidsopdracht”;

2° de woorden “67.000 euro, exclusief btw” worden vervangen door de woorden “85.000 euro, exclusief btw, voor de gehele overheidsopdracht”.

Art. 6. Artikel 24, § 4, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 13 maart 2003 en gewijzigd bij het decreet van 10 mei 2012, wordt vervangen als volgt :

“§ 4. Het strategisch comité zal erom verzoeken dat de adviezen die het tijdens zijn zitting heeft uitgebracht, op de agenda van het beheerscomité, die deze zitting onmiddellijk volgt, worden geplaatst.

De door de Regering aangewezen leden communiceren met de Ministers van Tewerkstelling en Vorming en met de in artikel 16 bedoelde commissarissen van de Waalse Regering vóór en na de vergaderingen van het strategisch comité.”

Art. 7. In artikel 26 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 10 mei 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

5° in het tweede lid worden de woorden "en in gedeconcentreerde entiteiten" opgeheven;

5° in het derde lid worden de woorden "en gedeconcentreerde entiteiten" opgeheven.

Art. 8. In artikel 23^{quater}, § 2, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 10 mei 2012, worden de woorden en "en van de ontvangsten" ingevoegd tussen de woorden "van de uitgaven" en de woorden "in rechtstreeks verband met de activiteiten".

In artikel 32, derde lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 10 mei 2012, worden de woorden en "en van de ontvangsten" ingevoegd tussen de woorden "van de uitgaven" en de woorden "en van de dienstverantwoordelijke".

Art. 9. Er wordt een hoofdstuk IX^{bis} ingevoegd na artikel 51 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 31 maart 2011, luidend als volgt :

"HOOFDSTUK IX^{bis} — *Verplichting tot overmaking van de werkaanbiedingen.*"

Art. 10. In Hoofdstuk IX^{bis}, ingevoegd bij artikel 9, wordt artikel 52 van hetzelfde decreet, opgeheven bij het decreet van 13 maart 2003, opnieuw opgenomen als volgt :

"Art. 52. Overeenkomstig artikel 3, eerste lid, 1°, b) verzamelt de "Office" alle werkaanbiedingen overgemaakt door de ondernemingen die minstens 100 werknemers tijdens het kalenderjaar vóór de vacature in dienst namen en die minstens een bedrijfszetel hebben in het Waalse Gewest en dit, onverminderd de vrijheid van de ondernemingen om hun verspreidingskanalen voor hun werkaanbiedingen en de wervingsmiddelen te kiezen.

Deze mededeling wordt uitgevoerd voor elke vacante betrekking uiterlijk op het moment waarop een werkaanbieding voor die post al dan niet rechtstreeks en ongeacht de wijze meegedeeld wordt aan personen die niet tot het personeel van de onderneming behoren. Deze kennisgeving wordt door middel van een schrijven met vaste datum verricht.

Onder vacante betrekking dient te worden verstaan een post waarvoor de werkgever actief zoekt naar een gepaste kandidaat buiten de betrokken onderneming.

Onder onderneming dient te worden verstaan de openbare of privé-organisatie in technische bedrijfseenheid zoals bedoeld in artikel 14 van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven.

De berekening van het aantal werknemers binnen de onderneming wordt uitgevoerd overeenkomstig de formule bedoeld in artikel 7 van de wet van 4 december 2007 betreffende de sociale verkiezingen tenzij de Regering een andere berekingsbasis beslist."

HOOFDSTUK III. — *Wijziging van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector en het onderwijs*

Art. 11. Artikel 17, tweede lid, van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs wordt hersteld als volgt :

"In afwijking van het eerste lid, 1° en 2°, bij vervanging, in het bijzonder bij langdurige vervanging, van een werknemer door een andere werknemer van een andere categorie, blijft de werkgever bedoeld in artikel 3 volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten, genieten van een aantal punten, voor de vervanger, gelijk aan het aantal punten waarvan hij genoot voor de werknemer die hij vervangt, voor zover de werkgever het beheer van de punten bedoeld in artikel 19, derde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 houdende uitvoering van voornoemd decreet van 25 april 2002 niet zou kunnen verrichten.

In dit geval kan het aantal punten voor deze vervanger niet hoger zijn dan de kostprijs die voor de vervanger daadwerkelijk gedragen wordt door de werkgever. Het verschil van toegekende punten tussen de vervangen werknemer en de vervangende werknemer wordt opgeschort tot de terugkeer van de vervangen werknemer of totdat de werkgever verzoekt om een herziening van het aantal toegekende punten als de daadwerkelijk gedragen kosten zulks rechtvaardigen.

De kostprijs die daadwerkelijk door de werkgever wordt gedragen wordt bepaald door de Waalse Regering."

Art. 12. Artikel 48 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"De Regering stelt de nadere regels vast voor de berekening en de betaling van de weddeanciënniteiten van de werknemers die meer dan vijf jaar anciënniteit hebben bij de in artikel 3 bedoelde werkgevers."

HOOFDSTUK IV. — *Decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling*

Art. 13. In afwijking van artikel 5 van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling, gewijzigd bij het decreet van 6 november 2008, worden de krachtens bovenvermeld decreet genomen beslissingen tot erkenning van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling die op 31 december 2013 verstrijken, tot 31 december 2014 onder dezelfde voorwaarden verlengd.

Het geïntegreerd plaatselijk actieplan, hierna "P.L.I.C." genoemd, blijft geldig tot 31 december 2014 na overleg met de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi". Elke Mire moet het Subregionale comité voor arbeidsbemiddeling en vorming en de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" voor het betrokken jaar het "P.L.I.C." en een activiteitenverslag overmaken.

De modaliteiten voor de indiening en de goedkeuring van de "P.L.I.C.'s" en van de activiteitenverslagen blijven onderworpen aan de bepalingen van hetzelfde decreet van 11 maart 2004.

HOOFDSTUK V. — *Wijziging van het decreet van 15 juli 2008 betreffende de "structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi" (begeleidingsstructuren voor zelftewerkstelling)*

Art. 14. In artikel 1, 2°, van het decreet van 15 juli 2008 betreffende de "structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi" worden de woorden "of tot overname van activiteiten" ingevoegd tussen de woorden "project tot creatie van activiteiten" en het woord "overlegt".

Art. 15. In artikel 3 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 :

a) in het eerste lid worden de woorden "of over te nemen" ingevoegd na de woorden "voorstelt een economische activiteit te creëren";

b) in het tweede lid worden de woorden "met inachtneming van het proportionaliteitsbeginsel" ingevoegd na de woorden "haar werkingskosten";

c) in hetzelfde lid worden de woorden "van de onderneming van de projectdrager tijdens de duur van de reële werksituatie" ingevoegd na de woorden "van de omzet";

2° in § 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid wordt het woord "laatstgenoemde" vervangen door de woorden "haar valideringscomité zoals bepaald in artikel 4";

b) het tweede lid wordt aangevuld als volgt:

"en op de relevantie van de begeleiding van het project bij een "S.A.A.C.E."";

c) in het vierde lid worden de woorden "een ten opzichte van zijn project meer aangepaste S.A.A.C.E. of naar" ingevoegd na de woorden "heroriënteert de "S.A.A.C.E." de projectdrager naar" en de woorden "één of meerdere vormings- en inschakelingsoperatoren";

d) het vijfde lid, tweede zin, wordt vervangen als volgt :

"Die begeleiding duurt maximum achttien maanden, te rekenen van de datum van inschrijving van de projectdrager bij de "S.A.A.C.E." naar gelang van de behoeften van de projectdrager en mag niet langer duren dan maximum vierentwintig maanden wanneer die begeleiding de reële werksituatie omvat. In geval van heroriëntatie van het project naar een andere "S.A.A.C.E." vormt de datum van inschrijving van de projectdrager bij de "S.A.A.C.E." van oorsprong het vertrekpunt van de totale duur van de begeleiding onder dezelfde voorwaarden als degene die hierboven worden vermeld.";

e) in het zesde lid worden de woorden "een ten opzichte van zijn project meer aangepaste S.A.A.C.E. of naar" ingevoegd na de woorden "wordt de projectdrager heroriënteerd naar" en de woorden "één of meerdere vormings- en inschakelingsoperatoren";

Art. 16. In artikel 4 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt het eerste lid gewijzigd als volgt :

"Elke "S.A.A.C.E." wordt bijgestaan door een valideringscomité.";

2° in dezelfde paragraaf wordt het tweede lid vervangen als volgt :

"De opdrachten van het valideringscomité bestaan erin om :

a) in voorkomend geval, tijdens de reële werksituatie van de projectdragers, de voorwaarden inzake haalbaarheid en uitvoering van de projecten na te gaan : de "S.A.A.C.E." gaat na of de projectdrager al naar gelang van het individuele project over een operationeel startplan beschikt, met, in voorkomend geval, een budgettaire raming van de investeringsbehoefte i.v.m. de activiteit en over de kennis die noodzakelijk is voor het uitvoeren van zijn activiteit;

b) in voorkomend geval, over de al dan niet voortzetting van de begeleiding van een projectdrager te beslissen wanneer laatstgenoemde de voorwaarden bepaald in de in artikel 5, § 1, 7° bedoelde overeenkomst niet meer vervult;

c) op verzoek van de projectdrager de finalisatie van het begeleidingsproces te bevestigen.";

3° paragraaf 2, eerste zin, wordt aangevuld als volgt :

"die onafhankelijk zijn en die niet contractueel of financieel gebonden zijn aan de betrokken "S.A.A.C.E.".

Wanneer een project betrekking heeft op een overname van activiteiten wordt een lid van de "SOWACCESS" uitgenodigd om zitting te hebben in het valideringscomité."

Art. 17. In artikel 5, § 1, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, wordt punt 1° aangevuld als volgt :

"met als voornaamste maatschappelijk doel de begeleiding, adviesverlening, opvolging en, desgevallend, de reële werksituatie van werkzoekenden";

2° in hetzelfde lid, wordt punt 6° aangevuld als volgt :

"alsook met de instellingen en operatoren die over een Waalse erkenning beschikken inzake overname van onderneming";

3° in hetzelfde lid, worden de punten 11° tot 15° ingevoegd, als volgt :

"11° een globale begroting voor het kalenderjaar volgend op het lopende boekjaar en een algemene boekhouding opmaken, die de verschillende subsidiëeringsbronnen onderscheidt; 12° de verbintenis aangaan om een valideringscomité binnen drie maanden na de kennisgeving van de erkenningsbeslissing op te richten; 13° een attest op erewoord overleggen, waaruit blijkt dat de "S.A.A.C.E." bij de indiening van haar aanvraag geen achterstallige belastingen verschuldigd is, noch achterstallige bijdragen te innen door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid of door een fonds voor bestaanszekerheid of voor rekening van dat fonds, ongeacht de aard ervan;

14° niet in staat van kennelijk onvermogen of van faillissement verkeren, noch het voorwerp uitmaken van een procedure inzake faillietverklaring;

15° onder de bestuurders, beheerders, mandatarissen of andere personen die bevoegd zijn om de "S.A.A.C.E." te verbinden geen personen tellen wier burgerlijke en politieke rechten zijn ontnomen.";

4° er wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

"De Regering kan de "S.A.A.C.E." ervan vrijstellen de in het eerste lid bedoelde documenten over te maken voor zover ze in handen zijn van de diensten die de Waalse Regering aanwijst via een databank van authentieke bronnen.".

Art. 18. In artikel 7 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord "verlengbare" opgeheven;

2° hetzelfde lid, onlangs gewijzigd, wordt aangevuld als volgt : "wat betreft de oorspronkelijke erkenning. Elke verlenging van erkenning wordt voor een periode van vier jaar door de Regering verleend."

Art. 19. In artikel 8 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt aangevuld als volgt :

"Het activiteitenverlag, waarvan de inhoud door de Waalse Regering nader bepaald kan worden, bevat met name de NACE-codes van de ondernemingen opgericht door de projectdragers die een begeleidingstraject hebben afgerond en het aantal banen die ze eventueel gecreëerd hebben. De cijfergegevens betreffende de begeleide projectdragers die in of uit de structuur zijn getreden, worden aan de Regering volgens de door haar bepaalde vormen meegedeeld."

2° in het tweede lid, 1°, worden de woorden "na één jaar werking" vervangen door :

"na één jaar en vijf jaar werking."

3° hetzelfde lid, punt 3°, wordt aangevuld als volgt :

"op grond van een gemeenschappelijk formulier voor het geheel van de "S.A.A.C.E." opgemaakt door het Bestuur en goedgekeurd door de Regering";

4° een derde lid wordt ingevoegd, luidend als volgt :

"Op grond van de activiteitenverslagen en balansen en rekeningen bedoeld in het eerste lid gaat de door de Regering aangewezen dienst om de vier jaar tot een evaluatie van de uitvoering van dit decreet en tot een samenvatting van de activiteitenverslagen over de afgelopen periode over. Die elementen worden aan de Regering en aan de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van Wallonië)" meegedeeld."

*HOOFDSTUK Vbis. — Wijziging van het decreet van 3 april 2009
betreffende de registratie en de erkenning van de arbeidsbemiddelingsbureaus*

Art. 19bis. Artikel 10, § 1, van het decreet van 3 april 2009 betreffende de registratie en de erkenning van de arbeidsbemiddelingsbureaus wordt aangevuld als volgt :

"6° de naleving van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie en van het decreet van 6 november 2008 betreffende de bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie."

Art. 19ter. Artikel 11, § 1, van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

"9° de naleving van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie en van het decreet van 6 november 2008 betreffende de bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie."

Art. 19quater. Artikel 14, § 1, van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

"Dat verslag zal ook het aantal arbeidsbemiddelingsbureaus, de geografische verspreiding van de arbeidsbemiddelingsbureaus, het aantal schorsingen en intrekkingen van de registratie van het arbeidsbemiddelingsbureau of van de erkenning van het uitzendbureau overeenkomstig artikel 1 en het aantal sancties genomen krachtens Hoofdstuk VII van dit decreet omvatten."

*HOOFDSTUK VI. — Wijziging van het decreet van 27 oktober 2011
betreffende steunverlening voor banencreatie via de bevordering van beroepsovergang naar het statuut
van zelfstandige als hoofdactiviteit*

Art. 20. In artikel 3 van het decreet van 3 oktober 2011 betreffende steunverlening voor banencreatie via de bevordering van beroepsovergang naar het statuut van zelfstandige als hoofdactiviteit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt 2°, b) aangevuld met een derde en een vierde streepje, luidend als volgt :

"- hetzij een diploma van het hoger onderwijs (korte type of lange type) inzake beheer, handel, economie, afgeleverd door onderwijsinstellingen erkend, gesubsidieerd of georganiseerd door de openbare overheid of elk gelijkwaardig diploma erkend door de Regering;

- hetzij wanneer de persoon die zich in de hoedanigheid van zelfstandige als hoofdactiviteit wenst te vestigen, meer dan 50 jaar oud is, een getuigschrift met betrekking tot de basiskennis inzake beheer bedoeld in artikel 3, eerste lid, van de programmawet K.M.O., waarvan de inhoud gedetailleerd wordt in artikel 6 van het koninklijk besluit van 21 oktober 1998 ter uitvoering van Hoofdstuk I van Titel II van de programmawet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap, en een verklaring op erewoord die getuigt van een beroepservaring van minstens drie jaar in dezelfde professionele activiteitssector als die van zijn vestiging als hoofdactiviteit, en dit, binnen acht jaar voor de indiening van de aanvraag;"

2° in het tweede lid worden tussen de woorden "voor zelfstandige werknemers," en de woorden "uiterlijk binnen drie maanden", de woorden "op zijn vroegst vóór de indiening van de aanvraag en" ingevoegd;

3° in het vierde lid, tussen de woorden "van de arbeidsmarktsituatie," en de woorden "de resultaten van de evaluatie" worden de woorden "van de adequatie van de activiteiten met de gewestelijke beleidslijnen die door de Regering uitgestippeld worden, met name wat de schaarse of opkomende beroepen betreft" ingevoegd;

4° in het zesde lid, eerste streepje, worden de woorden "vijf jaar" vervangen door de woorden "acht jaar".

Art. 21. In artikel 6 van hetzelfde decreet wordt punt 5° opgeheven.

Art. 22. In artikel 8 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 3, wordt punt 1° aangevuld als volgt : "; wanneer de begunstigde een vrijstelling van sociale bijdrage krachtens het koninklijk besluit van 19 december 1967 houdende algemeen reglement in uitvoering van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967, houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen heeft gevraagd, wordt het in het eerste lid bedoelde attest vervangen door het afschrift van de aanvraag tot vrijstelling. Bij weigering van de vrijstelling gaat de Dienst tot de terugvordering van de onverschuldigd gestorte bedragen overeenkomstig § 6 over tenzij de begunstigde bevestigt dat hij de betaling van de bijdragen heeft geregeld;"

2° § 4, tweede lid, wordt aangevuld als volgt :

"Wanneer de begunstigde een vrijstelling van sociale bijdrage krachtens het koninklijk besluit van 19 december 1967 houdende algemeen reglement in uitvoering van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967, houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen heeft gevraagd, wordt het in het eerste lid bedoelde attest vervangen door het afschrift van de aanvraag tot vrijstelling. Bij weigering van de vrijstelling gaat de Dienst tot de terugvordering van de onverschuldigd gestorte bedragen overeenkomstig § 6 over tenzij de begunstigde bevestigt dat hij de betaling van de bijdragen heeft geregeld."

HOOFDSTUK VII. — *Wijziging van het decreet van 2 mei 2013*

betreffende de financiële incentives ter bevordering van de indienstneming van personeel bij sommige ondernemingen

Art. 23. Artikel 2, § 1, tweede lid, van het decreet van 2 mei 2013 betreffende de financiële incentives ter bevordering van de indienstneming van personeel bij sommige ondernemingen wordt aangevuld als volgt :

"De financiële incentive kan verleend worden aan de partner- of verbonden onderneming op voorwaarde dat de cumulatie van haar gegevens en van die van de partner- of verbonden onderneming(en) geen overschrijding van de drempels bepaald in artikel 2 van bijlage I bij Verordening EG nr. 800/2008 als gevolg heeft."

In artikel 2, § 2, 1°, c) van hetzelfde decreet worden de woorden "met uitzondering van de werknemers bedoeld in § 1, 2°" opgeheven.

In artikel 2, § 2, 1°, f) van hetzelfde decreet worden de woorden "51.11 tot 51.19" en de woorden "50.10 tot 50.50 en 52.11 tot 52.74" respectievelijk vervangen door de woorden "45.11 tot 46.19" en de woorden "13.300, 47.11 tot 47.99, 52.210, 95.12 tot 95.23 en 95.25 tot 95.29".

Artikel 2, § 2, 1°, van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

"k) de sector van de lotterijen en kansspelen vermeld in klasse 92.000 van de Code NACE BEL 2008;

l) de sector van de dienstenchèques alleen voor het personeel aangeworven voor de uitvoering van huishoudelijke opdrachten thuis of buiten in het kader van het systeem van de dienstenchèques."

Art. 24. In artikel 5 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf, 5, worden de woorden "in artikel 17" vervangen door de woorden "in artikel 19";

2° in § 6 worden de woorden "Als de tewerkstelling deeltijds is," opgeheven en worden de woorden "wordt de financiële incentive" vervangen door de woorden "De financiële incentive wordt".

Art. 25. In artikel 8 van hetzelfde decreet, wordt § 1, aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"De aanvragen van de financiële incentive worden beperkt tot de aanwerving van vijf voltijdse equivalenten per onderneming bedoeld in artikel 2."

Art. 26. In artikel 10 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, 1°, worden de woorden "niet-werkende" en "zoals bedoeld in artikel 3" opgeheven;

2° in § 2, 2°, worden de woorden "van een voltijdse equivalent" vervangen door de woorden "van het aantal voltijdse equivalenten".

HOOFDSTUK VIII. — *Slotbepalingen*

Art. 27. De artikelen 59 tot 67 van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid worden opgeheven.

Art. 28. Dit decreet treedt in werking tien dagen na zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* met uitzondering van de artikelen 11 tot 13 die uitwerking hebben met ingang van 1 januari 2014 en van de artikelen 9 en 10 waarvan de inwerkingtreding door de Waalse Regering wordt bepaald.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 20 februari 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO

(1) *Zitting 2013-2014.*

Stukken van het Waals Parlement 948 (2013-2014), nrs 1 tot 4.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 19 februari 2014.

Bespreking.

Stemming